

A11P37
E88
2007/08
1,2
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

AGENCE DES PARTENARIATS
PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

Juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

AGENCE DES PARTENARIATS
PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

Juin 2007

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
Demandes de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition

#	Demandes de renseignements généraux	Page
1	<p>Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2006</p> <ul style="list-style-type: none"> - endroits et date de départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - copie des rapports de mission; - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés. 	Page 1
2	<p>Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des ententes signées et/ou annoncées; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; - copie du rapport de mission; - les investissements annoncés. 	Page 2
3	<p>Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.</p>	Page 3
4	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2006-2007 et les prévisions pour 2007-2008; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense. 	Pages 4;5
5	<p>Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le montant et le résultat (rapport ou document final); - le coût - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	Page 6
6	<p>Liste des contrats octroyés sans appel d'offres par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2006-2007 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le montant et le résultat (rapport ou document final); - le coût - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	Pages 7;8
7	<p>Pour le cabinet ministériel, pour la Direction le montant, pour l'année 2006-2007 de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : - i. au Québec - ii. à l'extérieur du Québec. 	Page 9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
 Demandes de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition

#	Demandes de renseignements généraux	Page
8	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce, pour 2003-2004, 2004-2005-, 2005-2006 et 2006-2007, ainsi que les prévisions pour 2007-2008, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) - nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique - évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années. 	<p>Pages 10;11;12;13 ;14;15;16;17;18;19; 20;21;22</p>
9	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2006-2007, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire de l'espace loué. 	Page 23
10	Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2006 à ce jour.	Page 24
11	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1^{er} mai 2007 en indiquant pour chaque individu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2004; - le nombre total d'employés au cabinet - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</u> 	Page 25
12	Pour la période du 21 février au 26 mars 2007, les comptes de dépenses des ministres et des membres des cabinets ministériels.	Page 26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
Demandes de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition

#	Demandes de renseignements généraux	Page
13	Liste des sommes d'argent versées en 2006-2007 à même le budget discrétionnaire du : -i. ministre; -ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant : - le nom de l'organisme ou de la personne concernée; - la circonscription électorale; - le montant attribué; - le projet visé et le résultat.	Page 27
14	La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2005-2006 et 2006-2007 pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 et 2010-2011.	Page 28
15	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant : - le poste initial; - le salaire; - le poste actuel, s'il y a lieu; - la date de la mise en disponibilité; - la prévision 2007-2008 et 2008-2009.	Pages 29;30
16	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2006-2007.	Page 31
17	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : - nom de la personne; - poste occupé; - salaire; - assignation initiale; - date de l'assignation hors structure; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	Page 32
18	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire; - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	Page 33
19	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite.	Page 34
20	Liste de tous les abonnements du ministère ainsi que le coût de chacun : - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	Page 35
21	Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	Page 36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
Demandes de renseignements généraux du deuxième parti d'opposition

#	Demandes de renseignements généraux	Page
22	Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2006, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none">- liste;- mandats;- contrats;- résultat du travail effectué;- échéances prévues;- sommes impliquées	Page 37
23	Pour 2006-2007, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	Page 38
24	Pour chaque ministère et organismes, les montants déboursés en 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.	Page 39
25	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2006-2007 <ul style="list-style-type: none">- nombre de refus;- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de vingt jours;- nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de trente jours.	Page 40
26	Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none">- coûts;- nombre de ressources affectées;- nombre de rencontres;- nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.	Page 41

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 1
LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2006

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

ENDROITS	DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛTS	NOM ET TITRE
New York	16-18 octobre 2006	CHUM - CUSM Dossiers d'affaires New-York	Royal Bank of Scotland	3 296 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Pierre Lefebvre - Président-directeur général
Vancouver	21-23 Juin 2006	Conférencier invité		818 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Gabriel Soudry -VP Projets
France	14-17 février	Mission France-Québec - Meilleures pratiques en PPP	M. François Bergère	5 382 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Pierre Lefebvre - Président-directeur général
France	10-17 février	Mission France-Québec - Meilleures pratiques en PPP	M. François Bergère	2 286 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Dorothée Biron - Secrétaire corporative
France	10-17 février	Mission France-Québec - Meilleures pratiques en PPP	M. François Bergère	2 269 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Pierre Dupont - VP Politiques et procédures
France	10-17 février	Mission France-Québec - Meilleures pratiques en PPP	M. François Bergère	2 100 \$ (Transports,Hébergement,repas)	Jacques Dutil - Directeur de l'administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 2

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :

LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES, LES DÉTAILS DE CES ENTENTES, LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR, LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS.

Dans le cadre de l'entente de coopération franco-québécois, l'Agence des partenariats public-privé du Québec a réalisé une mission du 12 au 17 février 2007 auprès de la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariats public-privé du gouvernement de la république française. Les thèmes de cette mission concernaient :

- la gouvernance et l'éthique;
- les meilleures pratiques en PPP et la mise en place d'un centre d'expertise et de documentation en PPP.

À la suite de cette mission, des travaux communs seront entrepris au cours de l'année 2007-2008 notamment, en ce qui a trait à la préparation d'un dossier d'affaires, à l'élaboration de document sur les risques et sur le processus d'acquisition en mode PPP.

Rapport de Mission
dans le cadre de l'Entente de coopération franco-qubécoise
portant sur la modernisation de l'État



Agence des partenariats public-privé du Québec

12 au 17 février 2007

Rapport de Mission dans le cadre de l'Entente de coopération franco-qubécoise portant sur la modernisation de l'État

INTRODUCTION

La présente constitue le rapport à être produit au ministère des Relations internationales pour faire suite à la mission effectuée en France (Paris) durant la période du 12 au 17 février 2007 par l'Agence des partenariats public-privé du Québec (l'Agence).

Pour cette mission, l'Agence était représentée par les personnes suivantes :

- M. Pierre Lefebvre, Président-directeur général (14,15 et 16 février)
- M. Pierre Dupont, Vice-président aux politiques et aux procédures
- M. Jacques Dutil, Directeur de l'administration
- Mme Dorothée Biron, Avocate et secrétaire corporative

Dans le cadre du projet de modernisation de l'État mis en place par le gouvernement québécois, rappelons que l'Agence des partenariats public-privé du Québec fut créée en décembre 2004 et a débuté ses activités en avril 2005. Ce nouvel organisme public conduit présentement sept projets majeurs représentant une enveloppe de plus de 4 milliards de dollars.

A l'instar du Québec, la France a également créé en 2005 une Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat public-privé (MAPPP) qui a débuté ses opérations dans un environnement légal et réglementaire présentant des similitudes et des différences avec celles mises en place au Québec.

La MAPPP peut également compter sur l'appui de l'Institut pour la Gestion Déléguée (IGD) pour l'élaboration de la documentation support à la promotion des partenariats public-privé et surtout pour l'établissement de règles et processus favorisant leur réalisation.

L'IGD fut créé en 1996 et a pour objectif de promouvoir la qualité et la performance des services publics fondées sur le partage des expériences de ses partenaires et appliquées à la gestion déléguée. Dans son acception française, la gestion déléguée correspond à une forme de partenariat public-privé.

Il nous apparaissait dès lors fort intéressant et motivant de rencontrer des collègues français pour échanger sur les thèmes suivants :

- La gouvernance et l'éthique;
- Les politiques et procédures (meilleures pratiques);
- Le centre d'expertises et de documentation.

L'Agence souhaitait également établir les bases pour des échanges plus fréquents afin de développer et de mettre en commun les expertises réciproques des deux organisations, et ce, tel qu'elle en avait d'ailleurs reçu le mandat via l'entente de coopération franco-qubécoise. Pour ce faire, les principales activités organisées furent :

- Participation à titre de conférencier de M. Pierre Lefebvre à la soirée *Regards croisés* à la résidence du délégué général;
- Participation à une rencontre organisée par les représentants du volet économique de la délégation du Québec à Paris;
- Partage des expériences vécues par les deux agences depuis leur création (rencontre des équipes);

- Rencontre visant à comparer la situation des deux agences en matière de gouvernance (structure de projet mise en place, vérificateur de processus et déontologie);
- Échange sur les meilleures pratiques et facteurs clés de réussite (évaluation préalable versus dossier d'affaires);
- Adoption d'un plan de travail visant la mise en commun des éléments identifiés au cours des échanges.

Au terme de la mission, trois pistes de réflexion et d'échanges furent tracées conjointement :

- La préparation d'un dossier d'affaires allégé (secteur municipal);
- L'élaboration d'un guide sur l'analyse des risques;
- L'Élaboration d'un guide sur le processus d'acquisition (en mode PPP).

L'Agence a pu compter sur le support des principaux collaborateurs de la Délégation du Québec à Paris pour ficeler certaines des activités, dont de façon toute particulière, celle sous l'appellation *Regards croisés* dont nous traiterons ultérieurement dans ce rapport.

D'entrée de jeu, nous avons constaté un intérêt largement partagé par nos collègues français à notre démarche et les échanges menés au cours de cette mission en témoignent d'autant.

La disponibilité des personnes, l'accueil reçu ainsi que la documentation remise ont représenté les premières manifestations de leur intérêt.

Nous joignons en annexe au présent rapport la liste des personnes rencontrées, la liste des personnes présentes à la soirée *Regards croisés* ainsi que la liste des documents reçus.

BILAN DE LA MISSION

Au cœur de notre mission résidait la rencontre des divers acteurs du milieu des partenariats public-privé afin de nous approprier leur structure, leur mode de fonctionnement et les interrelations entre eux. Aussi, nous vous présenterons les organismes rencontrés, cernant les particularités de chacun et en soulignant ce qui nous est apparu comme élément d'une réflexion prochaine.

Le Centre d'expertise Français d'observation des PPP (CEFO-PPP)

Le CEFO-PPP a été créé en 2006 et est opérationnel depuis 2007. Il vise à organiser un retour d'expérience des nouveaux contrats de partenariat, principalement pour répondre aux besoins des personnes publiques et des entreprises. Cet observatoire regroupe autour de la même table des banquiers, constructeurs, avocats, représentants des principaux ministères engagés dans les contrats de partenariats public-privé (approvisionnement, justice, défense), et représentants des collectivités locales. Le CEFO-PPP est présidé par M. Pierre Van de Vyver, délégué général de l'IGD. M. François Bergère, secrétaire général, de la MAPPP est naturellement membre d'office de cet observatoire.

L'ordre du jour de la rencontre avait été modifié pour y intégrer un échange sur nos expériences réciproques, notamment sur le mode de passation des contrats et nos méthodes d'observation.

Dès le départ, force fut de constater que les deux modèles, soit le français et le québécois, comportent des outils d'analyse soutenus par une méthodologie rigoureuse. Bien que les appellations utilisées soient différentes, évaluation préalable versus dossier d'affaires, appel à la concurrence versus processus d'acquisition, les démarches se comparent facilement.

Nos divergences se situent d'avantage dans des éléments plus fondamentaux soient les justificatifs préalables à la décision d'opter pour le mode de réalisation en PPP.

La France préconise l'application de critères juridiques que sont l'urgence et la complexité lesquels sont définis par la jurisprudence des tribunaux français, alors que l'analyse technique et financière n'arrive qu'en troisième et dernier élément. D'ailleurs, les aspects juridiques continuent d'être au cœur de leur réflexion. À cet effet, un projet de loi présentement en discussion poursuit dans cette ligne.

La modification projetée permettrait, selon les auteurs, de faciliter le recours aux PPP en précisant le critère d'urgence, sécuriserait ses contrats sur le plan juridique et tendrait vers la neutralité fiscale entre les différents modes de réalisation.

On peut facilement conclure de ce projet de loi que les discussions juridiques ne sont pas terminées et que l'ajout de critères économiques ou financiers ne se fait pas pressant.

Rappelons que dans ses grands principes, le PPP français se distingue du contrat de gestion déléguée notamment parce qu'il doit contribuer à réduire la dette publique. Les projets de PPP français sont dans les faits réalisés hors bilan, ce qui n'est pas le cas au Québec où les règles de comptabilisation sont différentes de celles de l'administration française.

Le Québec a une approche plus pragmatique, d'inspiration britannique, qui s'appuie principalement sur le critère économique de l'analyse de la valeur; les critères juridiques sont exclus de la réflexion.

D'autre part, le modèle québécois crée un certain attrait pour nos collègues français avec l'introduction d'un «joueur silencieux» soit le vérificateur du processus. En effet, cela pourrait s'avérer un moyen fort utile pour témoigner de la transparence et de l'intégrité du processus, solutionnant ainsi la problématique de la traçabilité des décisions prises. D'ailleurs, nos échanges futurs sur le processus d'acquisition engloberont cet aspect.

Le CEFO-PPP, simple regroupement des parties intéressées à faire progresser la cause des PPP, nous est apparu un lieu d'échanges stimulant du fait qu'il met l'ensemble des intervenants au même diapason quant à l'évolution des PPP et à ses principaux obstacles. Les pistes de solution sont réfléchies collégialement.

L'Agence se déclare intéressée à envisager la création d'une table de concertation sur les PPP. Dans un premier temps, il pourrait être intéressant de débiter uniquement avec les représentants des principaux ministères impliqués (donneurs d'ordre) et éventuellement d'élargir ce forum aux professionnels du domaine en y incluant les opérateurs.

Accessoirement, soulignons que M. Van de Vyver considère la possibilité d'accorder à l'Agence un statut particulier, ce qui lui permettrait d'accéder à leurs différentes sources d'information, de suivre leurs travaux et ultimement de pouvoir échanger sur ceux-ci via Internet (forum de discussion). Évidemment, l'Agence s'est déclarée fortement intéressée à bénéficier d'un accès privilégié à une source d'information aussi pertinente.

Institut de la Gestion Déléguée (IGD)

Nous avons eu l'occasion de rencontrer à leurs bureaux M. Pierre Van de Vyver, délégué général ainsi que M^{mes} Anne Bréville et Laure Boulard, respectivement délégué général adjoint et chargée de mission.

Rappelons que l'IGD, créé en 1996, est un organisme indépendant, à but non lucratif, qui a pour objet de promouvoir l'amélioration de la qualité et de la performance des services publics, notamment lorsque leur gestion est déléguée. Il réunit :

- ceux qui organisent les services d'intérêt économique général pour répondre aux besoins collectifs et qui peuvent en déléguer la gestion : l'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics;
- ceux qui exploitent ou financent ces services, entreprises privées ou publiques;
- ceux qui attendent que ces services répondent à la satisfaction de leurs besoins, qu'ils soient usagers, clients, consommateurs ou contribuables;
- ceux qui exercent le pouvoir de contrôle de l'État;
- les représentants du personnel;
- les experts et conseils.

Nous pourrions, à la suite d'une rapide analyse, conclure que l'IGD joue le même rôle que l'Institut des PPP du Québec. Cependant, tel n'est pas la situation réelle.

L'IGD occupe une fonction conseil importante et, avec le support de ressources dédiées, génère une documentation abondante et largement diffusée dans le milieu des PPP. De plus, le délégué général préside, tel que mentionné précédemment, le CEFO-PPP et est un intervenant incontournable dans la mise en place des règles et pratiques en cette matière.

Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat (MAPPP)

Au cours de notre mission, nous avons participé à plusieurs rencontres avec M. François Bergère, secrétaire général, et les membres de son équipe. Les sujets de discussion furent nombreux et nous avons apprécié échanger sur nos expériences et connaissances réciproques.

Nous avons également constaté que les relations qu'ils entretiennent avec leurs ministères clients sont très différentes des nôtres. Nous attribuons cette situation au fait que la MAPPP n'a aucune implication directe dans les projets. La MAPPP valide l'évaluation préalable (dossier d'affaires) et en recommande l'approbation. Par la suite, la MAPPP ne joue aucun rôle dans le processus d'acquisition qui sera déployé.

La MAPPP souhaite développer des outils plus souples qu'elle pourra mettre à la disposition des communautés locales. Essentiellement, les préoccupations des deux organismes sont similaires en ce qui a trait au besoin d'alléger les processus si l'on veut pénétrer davantage ces marchés.

L'Agence a débuté, depuis quelques mois déjà, une réflexion sur l'outil idéal pour permettre aux municipalités du Québec d'appriivoiser la réalisation en PPP. Dès lors, nous avons envisagé d'élaborer un dossier d'affaires simplifié. Nos échanges ont rapidement démontré le souhait partagé de se doter de procédures allégées afin de desservir efficacement les communautés locales.

Les deux organisations ont donc convenu que nos discussions futures pourraient cibler l'élaboration d'un plan guide pour la réalisation d'un plan d'affaires allégé pour les municipalités.

Lors d'une de nos rencontres, nous avons eu l'opportunité de discuter de règles déontologiques applicables au cours du processus d'acquisition. Du côté du Québec, nos préoccupations et notre désir de transparence sont davantage présents que du côté français.

Soulignons, à titre d'exemple, que pour les français l'entente de partenariat est «communicable» alors que le gouvernement québécois s'est engagé à rendre public toute entente de partenariat, sous réserve des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1).

AMOTJ, Ministère de la Justice

Il nous apparaissait fort pertinent de rencontrer les représentants des ministères engagés dans la réalisation en mode PPP. C'est dans ce contexte que nous avons eu le plaisir de rencontrer M. Henri Vichard, directeur du service immobilier du ministère de la Justice.

Celui-ci agit comme un constructeur immobilier. Il a le mandat de réaliser les projets de construction et de rénovation des immeubles du ministère de la Justice dont notamment les prisons et les palais de justice. Il conduit le projet de la phase étude jusqu'à sa livraison, gère les garanties décennales et les actifs.

Le représentant du ministère doit obtenir l'autorisation de la MAPPP à la suite de la réalisation de l'évaluation préalable mais, c'est le ministère qui procède à l'embauche et à la coordination des consultants nécessaires à la conduite du dossier d'évaluation préalable. L'autorisation que doit fournir ou refuser selon le cas la MAPPP lui laisse peu de latitude pour commenter ou faire modifier un projet. Ici au Québec, les conseillers externes sont engagés par l'Agence.

Bien que plusieurs dossiers soient en réalisation, de nombreuses discussions demeurent ouvertes notamment quant à la fourniture des services publics qui ne pourraient être confiés au secteur privé.

À titre d'exemple, la gestion documentaire, incluant la gestion des pièces à conviction, l'archivage et certains aspects du gardiennage (sécurité). Le fait que la durée des contrats ou des ententes soit de très longue durée suscite des inquiétudes chez certains.

Le modèle français se distingue également du modèle québécois en ce que la décision peut cheminer sans que l'on se soit assuré de la disponibilité budgétaire. Au Québec, la disponibilité est validée dès le début.

Le Ministère ne sollicite pas l'implication de la MAPPP au cours de l'évaluation préalable. Aussi, la MAPPP examine avec intérêt le modèle québécois d'être partie prenante au projet et souhaite pouvoir éventuellement reproduire cette façon de faire.

Mission nationale d'appui à l'investissement hospitalier (MANPPP)

La MANPPP, a la responsabilité de réaliser des PPP dans le domaine de la santé. Leur fonctionnement se compare à celui de la AMOTJ étant toutes deux rattachées à un ministère. Celle-ci a présentement près de 40 projets qui en sont à différentes étapes de réalisation. Certains établissements réalisés en PPP débiteront leur opération au cours de la présente année.

Les ententes actuelles ne comportent pas de fourniture de services. Pour la fourniture des services, on procède dans certains cas à des appels d'offres sur invitation afin d'obtenir un prix concurrentiel et, dans un deuxième temps, on transfère le contrat du soumissionnaire le plus bas au partenaire privé qui en assume ultimement la responsabilité.

Le temps moyen écoulé entre l'appel à la concurrence (appel de qualification) et la signature de l'entente de partenariat est d'environ trente mois. Leur objectif est de le réduire à dix-huit mois. Ce dernier délai est également celui que nous poursuivons au Québec.

Regards croisés

Un des points forts de la mission fut la présence de M. Pierre Lefebvre à la soirée *Regards croisés* organisée par la Délégation générale du Québec. Cette activité offrait à M. Lefebvre la possibilité de présenter les éléments objectifs du mode de réalisation des PPP au Québec alors que son vis-à-vis monsieur François Bergère faisait de même avec le modèle français.

Selon les représentants de la Délégation, le taux de participation à l'évènement fut le taux le plus élevé depuis l'instauration de l'activité. En effet, la soirée fut un franc succès avec près de quatre-vingt personnes présentes. M. Pierre Lefebvre a exposé avec détails les projets en cours au Québec et a répondu aux nombreuses questions soulevées tant par des représentants du milieu financier que des représentants des grands constructeurs français.

CODEL, Comité de direction élargi de la délégation du Québec

Le président-directeur général et le vice-président aux politiques et procédures ont rencontré les directeurs de la délégation du Québec dans le but de leur présenter les grands projets présentement en activité à l'Agence.

Monsieur Pierre Lefebvre a insisté sur les intérêts du Québec de mieux faire connaître ses grands projets à l'extérieur du Québec, et incidemment en France, afin de susciter l'intérêt des opérateurs d'expérience à venir investir au Québec.

Grands opérateurs français

Le président-directeur général de l'Agence a profité de son passage à Paris pour rencontrer privément les grands opérateurs français (voir annexe) afin de leur présenter les occasions d'affaires au Québec en regard des grands projets.

CONCLUSION

Au terme de notre mission, nous avons convenu de faire un suivi dont entre autres un échange de stagiaire pour la réalisation et l'élaboration d'un guide sur le processus d'acquisition. Dans un premier temps, nous serions l'hôte d'un collègue du MAPPP en septembre prochain.

Nous soulignons par ailleurs que toutes les personnes rencontrées seraient désireuses de venir au Québec. Celles-ci étant particulièrement intéressées par le mode de réalisation du dossier d'affaires et l'implication directe de l'Agence dans les projets.

Voici les trois projets qui furent convenus de travailler avec nos collègues du MAPPP :

- L'élaboration d'un guide explicatif sur le processus d'acquisition (en mode PPP);
- La préparation d'un dossier d'affaires allégé (secteur municipal);
- Un guide sur l'analyse des risques (meilleures pratiques), dont notamment :
 - Identification des risques;
 - Mesures et normalisation (ex. quantification monétaire en pourcentage de coûts d'honoraires maximums pour les consultants selon l'envergure des projets);
 - Transfert des risques du partenaire public vers le privé.

Enfin, il a été convenu que les discussions et échanges reprendront après la période estivale 2007.

MISSION - PARIS
LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES

NOM	PRÉNOM	FONCTION	SOCIÉTÉ
Aveline De Rossignol	Thierry	Président-directeur général	Gespace – France
Beauvois	Cédric	Chargé de mission	Ministère de la Santé et des Solidarités (MANPPP)
Berehouc	Christian	Chargé de mission	Mission nationale d'appui à l'investissement hospitalier
Bergère	François	Secrétaire général	MAPPP
Bezancon	Xavier	Délégué général	Entreprise générale de France - BTP
Bresolin	Antoine	Directeur du développement	VINCI Concessions
Bréville	Anne	Délégué général adjoint	Institut de la Gestion Déléguée
Boulard	Laure	Chargée de mission	Institut de la Gestion Déléguée
Cirasse	Pascal	Directeur du développement commercial – Europe	SNC-LAVALIN
De Tracy	Gauthier	Chargé d'études nouveaux modes de financement	Ministère de la Défense
Fleury	Jérôme	Directeur adjoint	EIFFAGE Concessions
Le Bars	Alain	Chef du bureau	Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie
Le Taillandier De Gabory	Vincent	Directeur	Ministère de la Santé et des Solidarités (MANPPP)
Lebrun	Jean-Louis	Commissaire aux comptes	MAZARS
Lequien	Michel	Avocat	ashurst
Moura	Patrice	Directeur de projets	MAPPP
Reynaud	Thierry	Conseiller juridique	MAPPP
Roffet	Daniel	Directeur général adjoint international	EUROVIA
Stakowski	Robert	Directeur de projets senior	MAPPP
Tixier	Jean-Luc	Avocat	C/M/S Bureau Francis Lefebvre
Vabre	Patrice	Directeur des Finances	DEXIA
Vaez-Olivera	Jean-Louis	Directeur de l'international	Générale de Santé
Van De Vyver	Pierre	Délégué général	Institut de la Gestion Déléguée
Vichard	Henri	Directeur	Agence de Maîtrise d'Ouvrage des Travaux du Ministère de la Justice

LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES À LA SOIRÉE "REGARDS CROISÉS"

[illegible]

LISTE DES DOCUMENTS

Références francophones :

- Charte des services publics locaux, 16 janvier 2002
- Charte du dialogue compétitif, 18 janvier 2007
- Comparaison des systèmes juridiques français de partenariat
- Évaluation des contrats globaux de partenariat
- Le dialogue compétitif
- Le financement des PPP en France, IGD
- Les partenariats public-privé en France : Une solution au service de la qualité, IGD
- Proposition de Loi relative au partenariat public-privé, M. Hervé Novelli

Références anglophones :

- Competitive dialogue charter, January 18, 2007
- International Comparisons of PPP Experience – DBRS

Ouvrages littéraires :

BRETON, Thierry et Jean-François COPÉ, *Les contrats de partenariats : principes et méthodes*, France, 2005, 117 p.

INSTITUT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE, *Les partenariats public-privé, leviers pour l'investissement, l'activité et l'emploi*, France, 2006, 223 p.

INSTITUT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE, *Partenariats public-privé : Mode d'emploi juridique et approche économique*, France, 2006, 283 p.

INSTITUT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE, *Partenariats public-privé : Recueil des textes et de la jurisprudence applicables aux collectivités locales*, France, 2006, 234 p.

INSTITUT DE LA GESTION DÉLÉGUÉE, *Régie, marché, partenariat, délégation, quelle compétition pour l'amélioration du service public*, France, 2005, 179 p.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 3
LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES
ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

Il n'y a aucun membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels à l'Agence des partenariats public-privé du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 4B LISTE DES DÉPENSES POUR DES ARTICLES PROMOTIONNELS EN 2006-2007 ET PRÉVISIONS POUR 2007-2008			
UNITÉ ADMINISTRATIVE :			
DESCRIPTION	NOM DU FOURNISSEUR	COÛT	BUT DE LA DÉPENSE
NON APPLICABLE			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 5		
LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU ORGANISME EN 2006-2007		
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT*	MONTANT DU CONTRAT
Pierre Capiello	Conseiller rédaction rapport d'activité	5 950 \$
Price WaterHouse Coopers	Revue diligente A-25, Volume directive aux soumissionnaires	24 500 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Élaboration procédures administratives	13 500 \$
Argos Interprètes et traducteurs	Traduction Appel de qualification de l'OSM	4 050 \$
Groupe Illico inc.	Impression version anglophone rapport d'activité	2 995 \$
Groupe Illico inc.	Impression version anglophone rapport d'activité	3 275 \$
Groupe Illico inc.	Pochette (Conception et impression)	1 485 \$
André Dumais	Formation pour vérificateurs de processus	10 000 \$
Cirano	Recherches universitaires CHUs	10 000 \$
Marcel Villeneuve	Conseiller Devis performance CHUS	5 250 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Assistance comptable	24 500 \$
Lavery, De Billy	Conseiller accès info	10 000 \$
André Perreault	Élaboration dossier d'affaires CHUS	24 000 \$
Alpha Traduction	Traduction rapport annuel	2 386 \$
Alpha Traduction	Traduction divers documents	3 000 \$
Litographie G. Monette	Carte d'affaires	861 \$
Saucier Conseil inc.	Étude de rémunération	8 021 \$
Michel A. Goulet	Adjudicateur de conflits d'intérêts Opinion OSM	20 000 \$
Geneviève Laplante	Révision linguistique de documents	20 000 \$
Bergeron Communications inc.	Création Logo 3 D pour réception	1 059 \$
Bergeron Communications inc.	Conception version anglophone du rapport annuel	1 420 \$
Le Cabinet de relations publiques National	Coaching Média	3 000 \$
Logma	Revue diligente A-25, Devis technique système de péage électronique	24 900 \$
Financial & Economic Assessments PTY LTD	Préparation des spécifications dans les projets PPP	24 500 \$

* Le mode d'octroi est indiqué à la demande de renseignement général numéro 6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 6		
LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS SANS APPEL D'OFFRES PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU ORGANISME EN 2006-2007		
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Pierre Capiello	Conseiller rédaction rapport d'activité (Gré à gré)	5 950 \$
Logma s.l	Revue diligente A-25, Devis technique système de péage électronique (Gré à gré)	24 900 \$
Logma s.l	Revue diligente A-30, Devis technique système de péage électronique, Assistance pour ateliers thématiques et l'évaluation des propositions (Autorisé par le CT)	60 000 \$
Price WaterHouse Coopers	Revue diligente A-25, Volume directive aux soumissionnaires (Gré à gré)	24 500 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Élaboration procédures administratives (Gré à gré)	13 500 \$
Marc-André Patoine	Vérificateur de processus A-30 (Autorisé par le CT)	300 000 \$
Argos Interprètes et traducteurs	Traduction Appel de qualification de l'OSM (Gré à gré)	4 050 \$
Groupe Illico inc.	Impression version anglophone rapport d'activité (Gré à gré)	3 275 \$
Groupe Illico inc.	Impression version anglophone rapport d'activité (Gré à gré)	2 995 \$
André Dumais	Formation pour vérificateurs de processus (Gré à gré)	10 000 \$
Cirano	Recherches universitaires CHUs (Gré à gré)	10 000 \$
Marcel Villeneuve	Conseiller Devis performance CHUs (Gré à gré)	5 250 \$
Groupe Illico	Conception version anglophone rapport annuel (Gré à gré)	2 995 \$
Raymond Chabot Grant Thornton	Assistance comptable (Gré à gré)	24 500 \$
Fraser Milner Casgrain	Conseiller juridique CHUs	379 508 \$
Laval Bolduc	Conseiller finance CHUs (Autorisé par le CT)	190 000 \$
Lavery, De Billy	Conseiller accès info (Gré à gré)	24 500 \$
André Perreault	Élaboration dossier d'affaires CHUs (Gré à gré)	24 000 \$
Alpha Traduction	Traduction rapport annuel (Gré à gré)	2 386 \$
Alpha Traduction	Traduction divers documents (Gré à gré)	3 000 \$
Litographie G. Monette	Carte d'affaires (Gré à gré)	861 \$
Saucier Conseil inc.	Étude de rémunération (Gré à gré)	8 021 \$
Michel A. Goulet	Adjudicateur de conflits d'intérêts Opinion OSM	20 000 \$
Fraser Milner Casgrain	Conseiller financier CHUs (Autorisé par le CT)	200 000 \$
Jean-Noel Thériault	Vérificateur de processus CHSLD (Autorisé par le CT)	85 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 6		
LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS SANS APPEL D'OFFRES PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU ORGANISME EN 2006-2007		
NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Geneviève Laplante	Révision linguistique de documents (Gré à gré)	20 000 \$
Groupe Illico inc.	Pochette (Conception et impresion) (Gré à gré)	1 485 \$
Bergeron Communications inc.	Création Logo 3 D pour réception (Gré à gré)	1 059 \$
Bergeron Communications inc.	Conception version anglophone du rapport annuel	1 420 \$
Alcide Fournier	Vérificateur de processus OSM (Autorisé par le CT)	110 000 \$
Le Cabinet de relations publiques National	Coaching Média (Gré à gré)	3 000 \$
Financial & Economic Assesments PTY ltd	Préparation des spécifications dans les projets PPP (Gré à gré)	24 500 \$
PriceWaterhouseCoopers	Conseiller en processus OSM (Autorisé par le CT)	1 500 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 7 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ D'UN MINISTRE, DÉPENSES GLOBALES DE PHOTOCOPIE, TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, TÉLÉAVERTISSEURS, MOBILIER DE BUREAU, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS, AINSI QUE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	
OBJET	COÛT
PHOTOCOPIE	2 066,22 \$
TÉLÉPHONIE CELLULAIRE (achat et coût d'utilisation)	33 014,87 \$
TÉLÉAVERTISSEUR	Aucun
MOBILIER DE BUREAU	23 679,30 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE (achat ou location et consommation)	868,44 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	23 847,32 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT	18 407,45 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS	5 670,48 \$
PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT (ensemble des dépenses) :	
- Québec	19 020,71 \$
- Extérieur du Québec	13 320,40 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8A LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2006-2007																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				PLUS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0	0	0	2	7,41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9	33,33	2	7,41	9	33,33	2	7,41
Professionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	11,11	1	3,70	3	11,11	1	3,70
Techniciens	0	0	0	0	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,70	3	11,11	1	3,70	3	11,11
Personnel de bureau	0	0	0	0	0	0	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,70	2	7,41	1	3,70	2	7,41
Ouvriers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	3	11,11	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	14	51,84	8	29,63	14	51,84	8	29,63

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total de l'Agence des Partenariats public-privé du Québec.
L'Agence ne dispose pas de prévisions pour les années à venir.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8B LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2006-2007																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				MOINS DE 35 ANS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Cadres	0	0	0	0	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,70	1	3,70	1	3,70	1	3,70
Professionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,70	0	0	1	3,70
Techniciens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Personnel de bureau	0	0	0	0	0	0	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	7,41	0	0	2	7,41
Ouvriers (aucun)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	1	3,70	1	3,70	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,70	4	14,81	1	3,70	4	14,81

Le pourcentage indiqué a été calculé par rapport à l'effectif total de l'Agence des Partenariats public-privé du Québec.
L'Agence ne dispose pas de prévisions pour les années à venir.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8C À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2006-2007, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
CADRES <i>(aucun jour n'est prévu)</i>	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
PROFESSIONNELS	1,36	0,50	1,71	0,00	0,35	0,00	0,00	0,00	1,00	2,50	0,00	0,00
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	1,00	2,07	6,57	2,00	15,00	10,00	6,43	2,00	0,43	4,14	2,35	1,64
OUVRIERS <i>(aucun employé)</i>	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
*AUTRES CATÉGORIES <i>(aucun employé)</i>	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TOTAL	2,36	2,57	8,28	2,00	15,35	10,00	6,43	2,00	1,43	6,64	2,35	1,64

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8D À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2006-2007, NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI								
MOIS	PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS		AUCUN OUVRIER		AUCUN EMPLOYÉ * AUTRES CATÉGORIES	
	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
AVRIL	92,00	0,00	57,01	7,00				
MAI	0,00	0,00	53,77	0,00				
JUIN	0,00	0,00	3,00	3,00				
JUILLET	0,00	0,00	12,50	14,00				
AOÛT	47,25	0,00	22,00	15,00				
SEPTEMBRE	0,00	0,00	0,00	7,00				
OCTOBRE	21,00	0,00	47,75	0,00				
NOVEMBRE	15,25	0,00	9,50	14,00				
DÉCEMBRE	71,75	0,00	0,00	0,00				
JANVIER	32,25	21,00	25,75	0,00				
FÉVRIER	0,00	0,00	34,43	7,00				
MARS	5,00	0,00	174,80	14,00				
TOTAL	284,50	21,00	440,51	81,00	-----	-----	-----	-----

- Autres catégories comprend : agents de la paix, autres. - Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.
- L'ensemble de ces heures a été payé à la valeur du salaire de base.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8E À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2006-2007, NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
CADRES	16,29	12,00	8,00	18,93	70,95	19,79	9,00	3,43	2,00	38,71	18,00	15,00
PROFESSIONNELS	0,00	0,50	2,00	28,00	28,00	1,00	1,00	1,00	6,00	7,21	0,00	5,35
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	0,00	0,00	24,00	21,00	24,00	9,00	3,00	2,00	8,00	24,14	0,00	4,50
OUVRIERS (<i>aucun employé</i>)	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
* AUTRES CATÉGORIES (<i>aucun employé</i>)	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----
TOTAL	16,29	12,50	34,00	67,93	122,95	29,79	13,00	6,43	16,00	70,06	18,00	24,85

* Autres catégories comprend : agents de la paix, autres.

Ces données valent pour le personnel régulier et occasionnel.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8G ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2004				
MINISTÈRE / ORGANISME	CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL 2004	AVRIL 2005	AVRIL 2006
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8H ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL POUR L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT DEPUIS 2003-2004				
MINISTÈRE / ORGANISME	RÉGION	MARS 2004	MARS 2005	MARS 2006
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 81 NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR DEPUIS 2003-2004			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005	ANNÉE 2005-2006
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8J NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE DEPUIS 2003-2004			
MINISTÈRE / ORGANISME	ANNÉE 2003-2004	ANNÉE 2004-2005	ANNÉE 2005-2006
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NO 8K
NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 81
NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 8M NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES						
MINISTÈRE / ORGANISME	NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS					
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	TOTAL
Aucun départ à la retraite anticipé pour l'Agence des partenariats public-privé du Québec.						

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 9
LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

La question à cette réponse sera transmise pour le ministère des Services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 10 COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1 ^{ER} AVRIL 2006 À CE JOUR	
TRAVAUX EXÉCUTÉS DANS LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION	COÛT
NON APPLICABLE	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 11 LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES AU 1 ^{ER} AVRIL 2006					
NOM	PORT D'ATTACHE	DESCRIPTION DE TÂCHE		MASSE SALARIALE	
L'Agence de partenariats public-privé du Québec n'a pas de cabinet ministériel.					
SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LE CABINET EN 2006-2007					
Nombre total d'employés : Rémunération totale annuelle : Indemnités de départ :					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 12 POUR LA PÉRIODE DU 21 FÉVIER AU 28 MARS 2007, LES COMPTES DE DÉPENSES DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS.	
NON APPLICABLE	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTIE D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 13
LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2006-2007 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

BÉNÉFICIAIRE	DESCRIPTION DU PROJET	MONTANT VERSÉ
NON APPLICABLE		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 14 VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DES DÉPENSES DÉOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2005-2006 et 2006-2007 : POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2007-2008, 2008-2009, 2009 2010 ET 2010-2011			
UNITÉ ADMINISTRATIVE :			
NOM ET DURÉE DE L'ENTENTE	BUT DE L'ENTENTE	MONTANT REÇU EN 2005-2006	MONTANT REÇU EN 2006-2007
NON APPLICABLE			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
 AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15A LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)				
CATÉGORIE D'EMPLOI	POSTE INITIAL	SALAIRE	POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 15B
PRÉVISIONS 2007-2008 ET 2008-2009 CONCERNANT LE PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2006-2007	
MOINS DE 35 ANS	PLUS DE 35 ANS
NON APPLICABLE	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 17 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE				
NOM DE LA PERSONNE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE	SALAIRE
NON APPLICABLE				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 18 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES				
NOM DE LA PERSONNE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	SALAIRE*	DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION
NON APPLICABLE				

* Le salaire est défrayé par l'organisme du lieu d'assignation initiale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 19 LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT : LE SALAIRE DE LA PERSONNE; LE MONTANT REÇU DU RÉGIME DE RETRAITE.				
NOM DE LA PERSONNE	CATÉGORIE D'EMPLOI	TRAITEMENT	REVENU DU RÉGIME DE RETRAITE	RÉMUNÉRATION TOTALE
NON APPLICABLE				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 20 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN	
UNITÉ ADMINISTRATIVE :	
COÛTS	CLUB PRIVÉS OU AUTRES, BILLET DE SAISONS, ETC...
2 566,15 \$	Club Atwater
500,00 \$	Canadian Council for Public-Private Partnerships (CCPPP)
275,00 \$	IPPP

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 21

LISTE DES SITES INTERNET

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

Indiquer pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels),
et ce, depuis l'existence du site :

- Nom du site et adresse

Site de l'Agence des partenariats public-privé du Québec
www.ppp.gouv.qc.ca

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site

Mediom Internet
Bergeron Communication (Graphisme)

- les coûts de construction du site

5 850 \$ (2005-08-25)

- le coût de l'entretien et de la mise à jour

Mediom Internet (Hébergement) 20\$ / mois

- le responsable du contenu du site

Monsieur Vincent Casanova (Directeur des communications)

- la fréquence moyenne de mise à jour

Variable : Hebdomadaire à mensuelle

- le nombre de visiteurs (hits) par mois

- 1870 visiteurs / mois

- le nombre de fois que le site a été refait

Aucune

- le coût :

- les critères qui ont justifié les changements

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 22
NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2006, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS ET MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS
RESTREINDRE LA PORTÉE

	Montant du contrat
- Jacques Buron, Vérificateur de processus, Projets Haltes routières	24 500 \$
- André Dumais, Vérificateur de processus, Projets A-25	150 000 \$
- Jean-Noël Thériault, Vérificateur de processus, Projets CHSLD	85 000 \$
- Marc-André Patoine, Vérificateur de processus, Projets A-30	300 000 \$
- Alcide Fournier, Vérificateur de processus, OSM	110 500 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 23 DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2006-2007 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS	
RÉGION	MONTANT
NON APPLICABLE	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 24

LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2006-2007 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2007-2008 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENT)
POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 25
NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES POUR 2006-2007

Nombre total de demandes d'accès : 4

Nombre de refus : 1*

Nombre de demandes traitées dans un délai de vingt jours : 1

Nombre de demandes traitées dans un délai de trente jours : 2

* La requérante fût informée que sa demande relevait du Bureau du Directeur exécutif désigné pour les projets des centres hospitaliers universitaire de Montréal.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
AGENCE DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DU QUÉBEC

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DU DEUXIÈME PARTI D'OPPOSITION

DEMANDE GÉNÉRALE NUMÉRO 26
LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

NON APPLICABLE